

Prologue

Et les écologistes sortirent du gouvernement...

Toute fin a un début qu'il est parfois difficile de dater précisément. Quand le refus des écologistes de participer au gouvernement s'est-il véritablement joué? À l'été 2013, en marge des journées d'été des écologistes à Marseille, Pascal Canfin, alors ministre du Développement, déclare qu'il ne voit pas «comment nous pourrions participer au gouvernement si Manuel Valls était Premier ministre». Un mois plus tard, aux journées parlementaires à Angers, Cécile Duflot, alors ministre du Logement, s'en prend aux déclarations de Manuel Valls sur les Roms en les qualifiant d'accroc au pacte républicain.

Cette décision de ne pas participer au gouvernement Valls est directement liée à ces prises de position personnelles. Pourtant, si celle-ci a été prise et annoncée par les deux ministres, elle a semblé susciter l'adhésion d'une majorité des

instances du parti. L'erreur – je persiste à penser que c'en fut une – n'est pas simplement imputable au diktat de deux personnalités : elle fut collective. Elle illustre les difficultés des écologistes à assumer dans la durée et à exercer, malgré les difficultés, un pouvoir que les Français leur ont confié. Elle est la conséquence des dérives d'organisation et de fonctionnement d'un mouvement qui peine à ressembler à ses électeurs et à rassembler durablement ces citoyens qui pensent que l'écologie est indispensable à notre pays. Leur confiance fluctuante, au gré des élections, témoigne des doutes que l'écologie politique provoque chez les citoyens écologistes, surtout lorsqu'il s'agit d'une élection nationale.

Cette histoire de la sortie des écologistes du gouvernement mérite d'être racontée. Factuellement. Sans autre but que celui d'en tirer les enseignements et introduire un propos. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : apprendre de ses erreurs pour sortir l'écologie de l'impasse dans laquelle le mouvement politique EELV¹ risque de la mener.

Tout commence au soir du premier tour des élections municipales, en mars 2014. Les membres du bureau exécutif d'EELV et les parlementaires participent à une réunion téléphonique convoquée par Emmanuelle Cosse, la secrétaire nationale du parti.

Les premières estimations qui nous parviennent concernent des villes dans lesquelles

1. Europe Écologie-Les Verts.

les écologistes ne présentaient pas de listes au premier tour. Le constat est amer : une abstention en hausse, un Front national qui bat des records de votes, une droite qui se maintient, notamment grâce à la présence de listes divers-droite, une gauche radicale qui ne profite pas de l'impopularité présidentielle et gouvernementale, et des listes de la majorité menées par les socialistes qui s'effondrent par rapport à 2008.

Ce n'est une surprise pour personne. Les résultats étaient attendus, mais leur ampleur a de quoi inquiéter. C'est dans cette atmosphère morose que commencent à nous parvenir les signes d'un phénomène plus positif. Dans les villes où les écologistes avaient choisi l'autonomie au premier tour, les résultats traduisent une forte poussée par rapport à 2008.

La tendance se confirme. Nous nous mettons d'accord sur un message, que tous ceux d'entre nous qui répondront aux médias diffuseront au cours de la soirée : « Si la claque adressée à la majorité est incontestable, les électeurs ont également démontré leur volonté de plus d'écologie et ont utilisé le vote écologiste pour exprimer leur souhait d'une politique gouvernementale moins fermée face aux demandes du pays. » La leçon, qui se vérifiera au cours de la soirée, est claire : les électeurs ont encouragé une écologie responsable, qui ne fuit pas ses responsabilités et se bat au sein de majorités de gauche. Contrairement à ce que certains – y compris au sein d'EELV – avaient prédit, les listes écologistes ne pâtaient pas des vingt-deux

mois de participation au gouvernement. Bien au contraire !

C'est sur cette base que seront menées les négociations de deuxième tour avec les socialistes dans les villes où la question des alliances se pose. Je participe pour ma part à celles de Nantes, où j'étais candidat en dernière position de la liste écologiste – non-cumul oblige – qui a réuni près de 15 % des voix. De Toulouse à Lille, en passant par Lyon, Paris ou Strasbourg, nous abordons ces discussions avec les socialistes à partir du même message : « Il faut montrer à nos électeurs (ceux de la majorité présidentielle de 2012) que nous avons compris leur double demande : plus d'écologie, et une pratique du pouvoir par le parti majoritaire moins hégémonique, plus ouverte aux initiatives citoyennes. »

Si les situations locales diffèrent, les contacts que j'ai établis avec les autres négociateurs aboutissent à un même constat : s'ils ont pris les résultats du premier tour en pleine face, nos partenaires socialistes ne semblent pas toujours conscients du rejet du président et du parti majoritaire dans notre électorat. Le point culminant de cet aveuglement se trouve à Grenoble où, bien que devancé par une liste conduite par un écologiste au premier tour, le candidat de la majorité sortante socialiste refuse la fusion, persuadé qu'un sursaut de son électorat au second tour lui permettra de combler son retard.

À cette exception près, les négociations aboutissent – parfois dans la douleur. Pour les écologistes, la démonstration est faite que leurs

PROLOGUE

électeurs ont soutenu la démarche de participation gouvernementale (ils veulent des écologistes «les mains dans le cambouis») et la position de différenciation positive adoptée depuis deux ans en tant que partenaire au sein de la majorité.

Pendant que les campagnes locales du second tour se mettent en place, à Paris, les supputations vont bon train sur l'avenir du gouvernement Ayrault. Le résultat du premier tour rend indispensable un remaniement dont l'ampleur demeure à définir. Le président pourra-t-il échapper à un changement de Premier ministre? Les commentateurs s'accordent à dire que les résultats du deuxième tour guideront ses choix.

Depuis de nombreux mois, Manuel Valls avance ses pions. Les sondages flatteurs dont il bénéficie laissent entrevoir un desserrement de l'étau médiatique dans lequel le président et son Premier ministre sont enfermés depuis plusieurs mois. Cette perspective n'est pas sans inquiéter les écologistes.

Même si, jusque-là, Jean-Marc Ayrault n'a pas fait preuve d'une grande attention à nos propositions – son nom reste par ailleurs rattaché à la tentative de passage en force à Notre-Dame-des-Landes, en octobre 2012 –, nous l'avons soutenu dans son entreprise de remise à plat de la fiscalité. Il l'a lancée en forçant la main de Bercy, si ce n'est de l'Élysée, mais elle nous paraît indispensable. Je connais Jean-Marc Ayrault depuis longtemps – j'ai été son adjoint à Nantes, de 2001 à 2008. Il a toujours fait de l'alliance entre

socialistes et écologistes le pivot de ses majorités municipales. S'il n'est pas lui-même écolo, il sait qu'il n'y a pas de majorité durable à gauche sans les écologistes. Il reconnaît également l'apport de la pensée écologiste, notamment en termes d'énergie, de transports, d'économie sociale ou de développement d'une économie verte. C'est un social-démocrate « à l'allemande », ouvert à l'écologie et soucieux de trouver des compromis.

Bref, malgré les difficultés rencontrées depuis deux ans, les tergiversations et les reculs – comme sur l'écotaxe ou la loi famille –, Jean-Marc Ayrault rassure... là où Manuel Valls inquiète.

Il n'en faut pas plus pour que, confondant les institutions de la V^e République avec un congrès des Verts, certains d'entre nous se mettent en tête de « sauver le soldat Ayrault », avant même de connaître le résultat du second tour des municipales. Les uns se vantent de « faire passer des messages » en ce sens à l'Élysée, les autres disent ouvertement, sur les plateaux télé, qu'il ne faut pas changer de Premier ministre.

C'est dans ce contexte que je reçois, le vendredi précédant le second tour, un coup de téléphone de Cécile Dufлот. Ce n'est pas notre première discussion de ces quinze derniers jours, mais celle-ci prend une tournure particulière. Notre ministre m'informe – elle fera d'ailleurs fuiter l'information dans la presse – qu'elle a déjeuné avec Manuel Valls pour lui indiquer qu'elle ne pourrait pas faire partie d'un gouvernement qu'il conduirait, sachant les contentieux qui les ont opposés au cours des deux dernières

années. J'entends le message. Je lui demande si elle considère que cela entraîne la sortie complète des écologistes du gouvernement en cas de nomination de Valls. Elle ne me répond pas clairement, mais m'indique qu'elle va rencontrer le président afin de tenter de le dissuader de nommer Valls à Matignon, considérant que l'on pouvait continuer avec Jean-Marc Ayrault ou nommer une autre personnalité – le nom de Bertrand Delanoë se détachant. Je raccroche, un peu circonspect, persuadé que tout se jouera dimanche, dans les urnes.

Or, les dimanches se suivent et se ressemblent. En pire. Si le premier tour des municipales fut calamiteux pour les socialistes, le second emporte la gauche dans son ensemble. À de rares exceptions près – souvent dans des grandes villes à la sociologie favorable à la gauche, comme Nantes, Rennes, Lille, Strasbourg, Paris –, le second tour amplifie les résultats du premier. Si les reports de voix semblent corrects, les socialistes abstentionnistes du premier tour n'ont pas changé d'avis pour le second, permettant à la droite de remporter un nombre considérable de mairies, notamment en région parisienne, où le Grand Paris bascule à droite. Seule consolation pour les écologistes : la victoire d'Éric Piolle à Grenoble. Mais, dans de nombreuses communes, des élus ou candidats écologistes qui n'avaient pas démérité sont emportés par l'effondrement de notre partenaire socialiste.

À la réunion de coordination des membres du bureau exécutif d'EELV et des parlementaires, chacun comprend que le thème de la soirée dans

les médias tournera autour du gouvernement et du changement de Premier ministre. Nous nous mettons d'accord pour ne pas personnaliser la question et pour enfoncer un clou : celui d'une nouvelle étape du quinquennat et d'une inflexion indispensable de la politique gouvernementale pour plus d'écologie via la loi de transition énergétique, pour une politique économique et sociale plus soutenable via une adaptation du pacte de responsabilité et des économies de 50 milliards annoncées par le président.

La journée du lundi débute par la narration médiatique des échanges entre l'Élysée et Matignon. Les mêmes signaux nous parviennent de toutes parts. Jean-Marc Ayrault tente d'obtenir un nouveau bail sur la base d'un gouvernement resserré et d'une feuille de route clarifiée. Dans le même temps, les bruissements d'un changement de Premier ministre se font insistants. L'hypothèse Le Drian – un leurre, sans doute – levée, Manuel Valls semble s'imposer. Silence radio de Cécile Duflot.

Notre secrétaire nationale nous suggère de faire preuve d'une grande prudence face aux sollicitations médiatiques, d'autant plus pressantes que, dans l'après-midi, les journalistes n'ont pas grand-chose à se mettre sous la dent. Lorsque le communiqué de Matignon tombe, annonçant la démission de Jean-Marc Ayrault, et que les chaînes d'infos annoncent la nomination de Manuel Valls, nous tenons bon. Nous réussissons à ne pas nous exprimer avant la réunion téléphonique du lundi soir, prévue à 20h30,

PROLOGUE

quelques minutes après la déclaration du président de la République.

La déclaration présidentielle, parlons-en. Huit minutes à peine. Peu d'informations, sinon la confirmation de la nomination de Manuel Valls à Matignon et celle de l'agenda annoncé lors des vœux du 31 décembre : transition énergétique, pacte de responsabilité, décentralisation, auxquels est désormais adjoint un « pacte de solidarité » aux contours flous, mais qui semble donner du grain à moudre à un pendant social du pacte de responsabilité.

Nous commençons la conférence téléphonique quelques minutes plus tard et découvrons, assez effarés, un communiqué de Cécile Duflot et Pascal Canfin, tombé à l'AFP à 20h20 et annonçant qu'ils ne participeront pas au gouvernement Valls. Ils accompagnent leur déclaration d'une justification nouvelle : le problème n'est plus le Premier ministre, mais « l'absence de prise en compte du message des électeurs par le président de la République, et l'absence de changement de la politique suivie ». Sorti quelques minutes après la déclaration de Hollande, le communiqué a clairement été écrit avant. Il va constituer une sorte de péché originel quant à la sortie du gouvernement : celle-ci a été décidée et annoncée sans le moindre débat collectif dans les instances d'EELV. Le fonctionnement de la V^e République est en quelque sorte rentré par effraction dans les statuts des Verts : un comble !

Lors de cette réunion téléphonique entre la direction d'EELV, des parlementaires et les

désormais ex-ministres, la discussion révèle une majorité très nette désirant entamer des discussions programmatiques avec le nouveau Premier ministre. Même l'aile la plus hostile à la participation gouvernementale indique qu'il est indispensable de rencontrer Valls pour voir ce qu'il a à proposer en matière de transition énergétique et de politique budgétaire – une tribune en ce sens sera publiée le lendemain par trois de ses représentants¹. Pendant ce temps, les journalistes commentent en boucle la «sortie des écologistes du gouvernement» sur la foi du communiqué Duflot-Canfin. Le principe d'une demande de rencontre de la secrétaire nationale et des présidents des groupes parlementaires avec Manuel Valls est acté dans la soirée à une très large majorité. Notre mission est de recueillir les intentions du nouveau Premier ministre quant à son programme d'action sur tous les sujets qui posent problème depuis deux ans. Au premier rang de ceux-ci, le contenu et le calendrier de la loi de transition énergétique. Les participants à la réunion considèrent unanimement qu'il s'agit là d'un point central, ce qui est cohérent avec ce qui est dit depuis des mois sur l'éventuel clash politique – et non personnel – entre les écologistes et le président Hollande et son gouvernement.

La rencontre a lieu le mardi matin, 1^{er} avril, au ministère de l'Intérieur, Place Beauvau. Nous rencontrons un Manuel Valls concentré, qui a de

1. Lucile Schmid, Jacques Boutault et Élise Lowy, dans *Le Monde*.

PROLOGUE

toute évidence préparé le rendez-vous. Il nous précise en préambule sa volonté – commune avec le président de la République – de continuer le partenariat avec les écologistes. Il précise notamment que les deux têtes de l'exécutif souhaitent un accord avec le parti et les groupes parlementaires écologistes, et s'engagent à ne pas pratiquer de débauchages individuels. Du point de vue de la méthode, en rupture avec la période précédente, il défend le principe d'une équipe resserrée ayant « plus de temps de délibération collective », mais « se tenant à des positions publiques communes ».

Pour ce qui est de la feuille de route, le Premier ministre a devant lui un document de plusieurs pages qui récapitule ses propositions. S'il nous confirme la mise en œuvre du pacte de responsabilité, il y adjoint en contrepoint un pacte de solidarité. Nous n'obtenons de détails précis ni sur l'un ni sur l'autre, sinon qu'il y aurait des mesures pour le pouvoir d'achat des ménages, que la réduction des déficits « ne serait pas l'alpha et l'oméga de la politique de ce gouvernement », et qu'il a mission de rechercher des marges de manœuvre européennes nouvelles. C'est avec une attention particulière que nous écoutons le point suivant, puisqu'il est au cœur de notre démarche. Manuel Valls nous annonce la création d'un grand ministère de l'Écologie, de l'Énergie et des Transports.

Il propose qu'il soit piloté par un écologiste, lequel aurait en charge la présentation, avant l'été, de la loi de transition énergétique, en lien direct avec le président et le Premier ministre pour ne pas tomber sous les fourches caudines,

de Bercy notamment. Répondant à nos interrogations, Valls nous affirme que la position sur les gaz de schiste – ni exploitation ni exploration – est inchangée, de même que la volonté de poursuivre l'interdiction des OGM. Au rayon des institutions, le Premier ministre se dit prêt à s'engager sur une réforme territoriale profonde, avec une réduction du nombre de collectivités et la suppression d'une couche du millefeuille politico-administratif – vieille revendication écolo. Il dessine également, à l'horizon 2015, une réduction du nombre de parlementaires complétée de l'introduction d'une dose de proportionnelle correspondant à un quart des députés – soit plus que dans l'accord signé entre les écologistes et les socialistes en 2012. Alors que nous sortons de son bureau, le Premier ministre nous lance : « Nous n'avons pas parlé de Notre-Dame-des-Landes. Sachez qu'il y a de quoi discuter sur ce sujet aussi et avancer vers une solution si nous devons nous revoir d'ici demain. »

Lorsque nous nous retrouvons sur le perron du ministère, avec Emmanuelle Cosse, Barbara Pompili et Jean-Vincent Placé, nous nous concertons rapidement et convenons que les propositions qui nous ont été faites répondent en grande partie à nos attentes. Elles méritent attention.

Nous décidons d'en informer les deux groupes parlementaires dans l'après-midi et de transmettre au bureau exécutif du parti les conclusions de ces deux réunions de groupe afin qu'il puisse se prononcer en toute connaissance de cause. D'ici là, et malgré la pression à laquelle nous sommes

PROLOGUE

soumis à la sortie de l'entretien, nous ne faisons aucune déclaration aux journalistes.

Nous ne savions pas que, pendant ce temps, les opposants à la participation au gouvernement Valls avaient entamé une vaste offensive au sein du parti. Sans même connaître la teneur des échanges avec le Premier ministre, des militants proches d'Eva Joly et de Cécile Duflot lançaient une «pétition par mail» affirmant: «Pour EELV, la participation au gouvernement Valls, c'est non!» Parmi les signataires du texte, le porte-parole du parti et des membres du bureau exécutif – alors même que les instances de notre mouvement ne s'étaient pas encore prononcées! Tout doit être fait pour que le coup de force des deux ex-ministres soit irréversible, sans le moindre débat.

Dire que le texte ne fait pas dans la nuance est un euphémisme. On y trouve pêle-mêle tous les arguments justifiant une sortie du gouvernement, y compris les plus contradictoires. Le procès fait à Manuel Valls, auquel sont reprochées ses prises de position pendant la primaire socialiste et dont la nomination est présentée comme le signe d'une «politique plus sécuritaire», accompagne l'affirmation que ce n'est pas «une question de personne, mais de politique».

Qui ne connaît pas la «maison verte» ne peut comprendre la portée d'une telle pétition au sein du parti. Si les écologistes ont su, parmi les premiers, utiliser Internet pour faire le lien entre eux, ils en ont aussi développé les côtés destructeurs à travers des «listes de discussion» faisant la part belle aux expressions les plus excessives

et aux joutes verbales les plus violentes. En quelques heures, tandis que les groupes parlementaires sont réunis pour arrêter une analyse commune à transmettre au bureau exécutif afin qu'il prenne sa décision, la pression organisée par les pétitionnaires atteint son paroxysme.

Au-delà de l'atmosphère délétère entretenue par ces échanges, on peut se poser la question de la cohérence politique de ce front du refus à la participation gouvernementale. Que des personnalités comme Eva Joly, qui plaidaient depuis quelque temps pour une sortie du gouvernement, y aient trouvé leur place, cela n'avait rien de surprenant. Plus étonnante en revanche fut la mobilisation de proches des ministres sortants qui, une semaine plus tôt, étaient encore les plus fervents partisans de la participation des écologistes à une politique gouvernementale accusée d'avoir «approfondi la crise». Lire ainsi que le «gouvernement hypothéqu[ait] ses chances de faire une loi ambitieuse sur la transition énergétique», alors même que le Premier ministre venait de proposer que ce soit un ministre écolo qui en élabore le texte, démontrait, s'il en était besoin, le procès d'intention en cours.

Dès lors, deux logiques se déploient en parallèle. Celle des groupes parlementaires qui examinent les propositions faites par Valls, et celle d'un parti en proie à une vaste entreprise d'influence, parfaitement organisée, pour ne pas dire préparée.

La réunion du groupe des députés dessine une large majorité en faveur des discussions

avec Manuel Valls, pour renouveler la participation gouvernementale. Les deux arguments qui emportent cette position sont d'ordre programmatique et stratégique. Le programme, c'est bien entendu la transition énergétique, que nous avons placée en tête de nos priorités depuis l'accord de 2012. L'engagement du Premier ministre a été clair ; la présence d'un écologiste au ministère lors de l'élaboration et du vote du texte nous offrirait au moins la garantie de pouvoir claquer la porte dans l'hypothèse où les engagements ne seraient pas tenus. Mais, au-delà de cette priorité donnée à la transition énergétique, le raisonnement pro-participation gouvernementale repose sur un aspect stratégique.

Nous avons pu mesurer au cours des deux dernières années les difficultés à négocier dans une majorité où nous ne sommes qu'un groupe minoritaire. Bien plus que le rapport de forces numérique, c'est la place dans la majorité et au gouvernement – avec une possibilité de sortie en cas de désaccord irrémédiable – qui nous a permis d'avancer sur un certain nombre de textes. Ce fut par exemple le cas sur la fiscalité écologique : ainsi la montée en puissance de la taxe-carbone (rebaptisée contribution climat énergie) votée fin 2013 et qui croît depuis 2014 pour atteindre plus de 4 milliards d'euros en 2017. Bref, considérant que les électeurs écolos ont validé par leurs votes aux municipales la démarche engagée en 2012, que les propositions de Manuel Valls sont sérieuses, que l'intérêt de maintenir l'écologie au cœur de la

majorité est établi, c'est à une très large majorité que les députés écolos se prononcent pour une participation au gouvernement Valls. Le groupe parlementaire au Sénat porte la même appréciation, à l'unanimité moins une voix, et formule la même recommandation au bureau exécutif.

Ces démarches sont cependant peu de chose face à la machine médiatique mise en route depuis la sortie du communiqué Duflot-Canfin de la veille au soir. La pression sur les membres du bureau exécutif est énorme. En cas de participation gouvernementale, on nous promet une «révolte» militante lors du Conseil fédéral du mouvement qui aura lieu le samedi suivant. Une proposition est faite de «suspendre la participation au gouvernement» le temps de voir – pendant six à huit mois – si Valls tient ses nouveaux engagements. Cette proposition est extrêmement difficile à traduire dans les faits, tant elle est contraire à la logique de nos institutions et suppose un accord de principe du président et du Premier ministre. Voyant que nous sommes en situation de blocage, je fais une autre proposition : participer au gouvernement, mais soumettre cette participation à un vote de tou(te)s les adhérent(e)s dans les trois mois par le biais d'un référendum militant, décidé par le Conseil fédéral et organisé au début de l'été. Cela permettrait de juger de la tenue des engagements, notamment sur la transition énergétique, et de créer un rapport de forces avec le président et le Premier ministre... tout en donnant la plus grande légitimité possible à la décision des

écologistes. Mais rien ne résiste à la pression anti-participation. En fin d'après-midi, par un vote auquel les parlementaires ne participent pas – les statuts du parti sont ainsi faits –, le bureau exécutif repousse l'offre de gouvernement de Manuel Valls. Le résultat de ce vote – sept contre, trois pour et cinq abstentions! – traduit la confusion qui règne et la difficulté du choix. L'histoire retiendra qu'un vote minoritaire a balayé deux années de stratégie politique dans un parti dont la règle fut pendant longtemps la nécessaire majorité à 60 % des votants...

Je passe sur les heures qui ont suivi, pendant lesquelles le milieu politico-médiatique et l'agora verte se sont perdus en supputations sur les «traîtres» qui ne manqueraient pas de répondre aux sirènes du pouvoir et s'apprêteraient à rejoindre «un gouvernement avec Anne Lauvergeon et Louis Gallois»... Seuls comptent les faits. La décision, à l'origine très personnelle, s'est imposée à tous. Cela ne signifie pas pour autant taire ses divergences. Le Premier ministre nous avait dit souhaiter un gouvernement politique resserré et sans débauchages individuels, il s'est tenu à ses engagements.

Le dernier acte de cette folle semaine se tient le samedi, trois jours après la formation du nouveau gouvernement. C'est le Conseil fédéral d'EELV, le «Parlement» du parti. Un peu à l'image de ces réunions de famille que chacun sait potentiellement conflictuelles mais qui finissent par se dérouler sans drame excessif, la volonté de préservation de l'unité du parti l'emporte

ÉCOLOGIE OU GAUCHISME

chez chacun. Cela ne signifie pas une absence de tension, ni d'escarmouches. En témoigne cette scène assez invraisemblable où, déplorant de voir les parlementaires écolos réduits au ministère de la parole vaine, ma collègue Barbara Pompili lance, ironique: «Eh bien, ça va être super, on va pouvoir gueuler!» Elle recueille une ovation d'une partie de la salle qui a pris son intervention désabusée au premier degré. Je demande alors si cela signifie une sortie de la majorité, un renversement d'alliances vers la gauche radicale, y compris aux échéances électorales à venir... Le public répond trois fois non. Dans la grande tradition de l'écologie politique, le Conseil accouche d'une motion dans laquelle chacun peut lire ce qu'il veut. L'unité est sauvée, le parti avance... comme un canard sans tête.